

Mikel de EPALZA, Juan Bautista VILAR, *Planos y mapas hispánicos de Argelia, siglos XVI-XVIII*, vol. I (Étude, catalogue et index). Madrid, 1988. 399 p.

L'ouvrage que nous présente Mikel de Epalza et Juan Bautista Vilar en édition espagnole et française est le résultat de recherches effectuées dans près de vingt dépôts d'archives et bibliothèques, et dans autant de revues et collections. Tous les plans et cartes répertoriés et minutieusement décrits — 497 en tout — concernent les villes et ports d'Algérie qu'occupa ou projeta d'occuper l'Espagne aux XVI^e-XVIII^e siècles.

Les 62 premiers documents, cependant, se rapportent aux côtes algériennes ou à l'Algérie tout entière, cartes d'atlas pour la plupart, depuis 1500 jusqu'en 1787. Le groupe le plus important de ces cartes et plans — 340 — est réservé à Oran et Mers el-Kébir, depuis leur occupation par les Espagnols jusqu'en 1791, l'année précédant leur départ définitif du préside oranais.

Le plus ancien de ces documents est une vue d'Oran de 1509, effectuée lors de la prise de la ville : il s'agit d'une fresque de la cathédrale de Tolède. Puis il faut attendre l'année 1574 pour avoir les premiers plans des fortifications de Mers el-Kébir. La seconde occupation d'Oran, en 1732, donna lieu à de grands travaux de défense et d'urbanisme : le plan de chaque fort, de chaque monument d'Oran a été conservé, et on peut suivre la construction des églises, des "fortalezas" de Santa Cruz, de Rosalcazar et de San Gregorio, des forts de San Felipe, de San Pedro, de San Andrés ou de Santiago au cours du XVIII^e siècle.

Les 95 dernières cartes se rapportent à Alger, ville et port, de 1563 à 1784; bien que la ville n'ait pas été occupée par les Espagnols (seul le Peñon le fut, et peu de temps), sa conquête ne cessa d'être envisagée, et les plans de la capitale de la régence sont nombreux. Enfin des plans perspectives et des dessins de Bougie et d'Arzew terminent l'ouvrage.

Une introduction historique précède ce catalogue, introduction précise et complète sur le rôle de l'Espagne dans cette partie de l'Algérie. Grâce à ses deux auteurs, nous possédons maintenant un remarquable outil de travail qui permettra de mieux connaître les côtes algériennes et l'architecture militaire espagnole pendant près de trois siècles.

Chantal de la VÉRONNE
(E.P.H.E., Paris)

B.Z. KEDAR et A.L. UDOVITCH (éd.), *The Medieval Levant Studies in Memory of Eliyahu Ashtor* (1914-1984). University of Haifa, Asian and African Studies, 1988 (*Journal of the Israel Oriental Society*, vol. 22, 1-3). 291 p.

Les éditeurs, dans la présentation de l'ouvrage, mettent en rapport les différents articles qu'il contient avec les préoccupations scientifiques variées du Professeur Ashtor : histoire des techniques, histoire économique, histoire de l'urbanisme, histoire mamelouke, histoire des rapports entre musulmans et dhimmis. Pour des lecteurs, c'est mon cas, qui n'ont pas rencontré

E.A., un bref rappel de sa carrière aurait été bienvenu. Cette introduction est suivie d'une bibliographie, répertoriant 265 publications, parues de 1933 à 1950 sous le nom de E. Strauss, puis après cette date sous celui d'E. Ashtor-Strauss ou d'E. Ashtor; enfin est donnée une liste de huit articles parus dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, 2^e éd., et de plus d'une centaine parus dans les deux *Encyclopaedia, Judaica et Hebraica*. Ces contributions ont été rédigées en allemand, en français, en anglais, en italien ou en hébreu.

Les recherches de Goitein et celles d'Ashtor étaient assez proches et traduisaient bien les préoccupations des savants israéliens, ou proches d'Israël, qui ont travaillé entre 1930 et 1985 sur l'histoire médiévale de la Méditerranée d'expression arabe ou hébraïque. Ashtor partageait avec Goitein un certain humanisme bienveillant qui tendait à mettre en valeur les grands moments de la civilisation arabe, c'est-à-dire, pour eux, les époques où la tolérance à l'égard des non-musulmans avait été dominante. Privilégiant les structures, peut-être imaginaires, sur les ruptures, ils étaient plus anthropologues ou économistes qu'historiens au sens exigeant du terme ainsi que l'ont illustré Claude Cahen ou Ann S. Lambton.

La connaissance de la langue arabe était bien plus solide chez Goitein que chez Ashtor qui ne comprenait pas toujours parfaitement le sens des textes qu'il utilisait, en tout cas quand il s'agissait des époques fatimides et seljoukides. De même Goitein ne se permettait pas de tirer de conclusions trop générales de données chiffrées prises individuellement sans une analyse préalable des conditions dans lesquelles elles avaient été recueillies et transmises et il préférait à juste titre utiliser des séries cohérentes. Ashtor, fin connaisseur de l'époque mamelouke, commit quelques imprudences quand il voulut utiliser dans une histoire sérieuse des faits économiques, souvent aberrants, rapportés dans des chroniques concernant l'époque antérieure aux Croisades.

Récemment, de nouvelles orientations de recherche, analysant les modalités de légitimation et d'exercice du pouvoir politique dans l'Islam, sont apparues dans l'historiographie israélienne; quoique les conclusions soient parfois orientées vers une fin plus polémique et politique que scientifique, ces études paraissent prometteuses parce qu'elles s'appuient sur des analyses rigoureuses du vocabulaire et des concepts formulés.

Boaz Shoshan ouvre l'ouvrage par une étude d'histoire sociale du vêtement, notamment des bonnets et des turbans portés par les souverains arabes. Construit selon une problématique braudelienne, l'article est solidement documenté et convaincant. Pourtant l'auteur, excellent numismate, devrait reconnaître que la monnaie d'argent de 'Abd al-Malik, (fig. 1 p. 43, d'un tout autre registre que la figure 2) est d'une inspiration si directement sassanide (comparer R. Ghirshman, *Parthes et Sassanides*, 1962, fig. 289 et 294, 324) qu'elle paraît peu probante pour rendre compte de la coiffure réelle d'un souverain islamique. Par ailleurs, et cela va dans le sens de sa thèse, aux IV^e et V^e siècles de l'Hégire, les rebelles, condamnés à une peine infamante, étaient promenés sur des dromadaires, accompagnés de singes qui les fouettaient et on posait sur leur crâne des *qalansuwa* comme pour se moquer de leur prétention à un pouvoir royal. Enfin, les descriptions très détaillées du vêtement de l'Imam fatimide al-Zâhir rapportées par al-Musabbihî qui n'ont pas, à ma connaissance, été utilisées par les historiens du vêtement, lui permettraient d'élargir son enquête.

Il est également question de vêtements dans l'article que E. Kohlberg et B. Kedar consacrent à un médecin melkite, Ya'qūb b. Siqlāb, qui fut médecin de l'hôpital fondé par Saladin à Jérusalem et qui mourut à Damas en 1228. Ils s'appuient sur une imposante bibliographie, arabe et occidentale. Ils analysent les termes arabes *kūfiyya*, *tahfifa*, *malūṭa*, *ḡubba*, *baqyār*, *qabā'*, *Šarbūš*, utilisés pour désigner les diverses pièces du costume médical tant franc qu'oriental.

B. Figliuolo publie une lettre italienne de 1472 narrant l'entrée triomphale de l'armée mamlouke à Damas après sa campagne victorieuse en Albistan. On y trouve une description très précise des équipements et des uniformes de la cavalerie.

A.L. Udovitch part d'un dossier d'archives civiles tirées de la Geniza, qui décrit les activités d'un négociant juif du XI^e siècle, Nahray ben Nissīm, sur lequel les chroniques musulmanes sont muettes. Cet homme était en relation d'affaires avec un haut fonctionnaire d'Alexandrie, qui doit apparaître dans l'histoire officielle mais dont le nom n'est pas révélé dans ces pièces. Le problème de l'écriture d'une histoire privée, fondée sur le dépouillement des archives, réduites à la seule Geniza pour l'époque fatimide, et d'une histoire publique, fondée sur l'exploitation des chroniques, est ainsi clairement posé. À travers la documentation présentée, des officiers, civils ou militaires, étroitement liés à des commerçants semblent user de leur influence dans l'État pour éviter à leurs protégés de payer telle taxe ou tel droit. Aucun problème de conscience ne pouvait troubler les fonctionnaires musulmans, toutes ces taxes étant illégales aux yeux des connaisseurs de la loi coranique, ni *a fortiori* les fonctionnaires chrétiens et juifs. Par ailleurs, des chroniqueurs musulmans, Musabbiḥī, Ibn al-Qalānisī, Maqrīzī, par exemple, mentionnent parfois dans l'inventaire après décès d'un dignitaire militaire, l'existence de créances ou de dettes, portant sur des dizaines ou des centaines de milliers de dinars, les liant à des marchands. La haute hiérarchie militaire entretenait donc avec le grand négoce des rapports financiers étroits dont on ne saisit pas exactement le mécanisme. Dans sa conclusion, A.U. montre que si les marchands ne pouvaient pas dire "L'État, c'est moi", ils ne pouvaient prétendre non plus que "l'État est contre moi" puisqu'il y avait toujours des accommodements possibles. Cela se rapproche de ce que j'ai qualifié pour la même époque de "pouvoir oblique des élites civiles". L'étude d'Udovitch soulève donc un nouveau coin du voile et ouvre une voie à explorer. Une analyse de pratiques actuelles dans la région permettrait de mettre en évidence des parallèles.

L'article de Y. Lev. "Persecution and Conversion to Islam in Eleventh Century Egypt", peut-être novateur sur le judaïsme sous al-Ḥākim, n'apporte rien de neuf sur les rapports entre musulmans et chrétiens, sujet traité à maintes reprises depuis Silvestre de Sacy. Y.L. recourt à la technique des emprunts discrets et présente au public anglophone des informations dont nombre sont glanées dans des publications antérieures en langue française. L'auteur cite directement les références aux textes arabes qui y étaient données en note, en oubliant de mentionner l'auteur et le titre des articles parus dans le *BEO*, les *Annales Islamologiques*, le *JESHO*, l'*Histoire*, les *Africains* dans lesquels ils les a puisés. Dans des articles précédents, Lev démarquait déjà de très près des travaux parus quelques années plus tôt en français. Comme par ailleurs, on ne trouve aucune réflexion novatrice sur les motifs amenant les sunnites à manifester particulièrement à la fin du X^e et au début du XI^e siècle des sentiments d'hostilité à l'égard des dhimmis, cet article me semble inutile.

Joseph Drory reprend et développe les travaux d'Henri Laoust et d'Emmanuel Sivan sur les réfugiés palestiniens ḥanbalites installés à Damas à la suite des exactions subies dans la région de Naplouse de la part d'un seigneur franc. Il apporte une liste détaillée de ceux qui, en plusieurs groupes successifs, se sont installés à la Mosquée Abū Ṣāliḥ puis sur le flanc de la montagne, au-dessus de Damas, quartier qui, depuis lors, porte le nom de Ṣāliḥiyya, et où l'on peut visiter entre autres la très sereine mosquée d'al-Ḥanābila. L'article est bien documenté, si ce n'est que l'auteur n'a pas suffisamment utilisé Ibn 'Asākir, contemporain de ces événements et qui apporte sur certains personnages ou sur leurs ascendants des précisions intéressantes. Il n'a pas évoqué le martyr sunnite Ibn al-Nābulī et les Akuwāḥ Bāniyās, haut lieu de la résistance aux Fatimides, (*Annales Islamologiques*, 1973) ni 'Abd al-Ġanī ibn Sa'īd qui, issu du même milieu, se rallia aux Fatimides. La lutte entre aṣ'arites et ḥanbalites, engagée à Damas depuis le début du XI^e siècle (voir *BEO*, XXVI, 1973, 199-201), se compliqua au début du XII^e siècle d'une opposition entre ṣāfi'ites et ḥanafites, et l'arrivée des futurs fondateurs de Ṣāliḥiyya changea encore une fois l'équilibre des forces à l'intérieur du sunnisme à Damas. Enfin, après les Croisades, l'influence du ḥanbalisme a été beaucoup plus faible dans une ville comme Jérusalem qu'avant celles-ci.

Les articles suivants qui constituent la plus grosse part de l'ouvrage traitent soit de l'époque ayyoubide, soit de l'époque mamlouke. Ils sont abondamment documentés, car on dispose alors de fonds d'archives importants en Occident, permettant d'écrire une histoire économique, solidement fondée. John Pryor détaille les approvisionnements et le matériel de guerre variés, fournis, de 1265 à 1284, par la Sicile à la Terre Sainte grâce à des navires affrétés par des marchands privés ou par des ordres militaires.

Catherine Otten-Froux analyse le rôle de l'Aīas, "grand port de Petite Arménie" abritant de nombreux marchands italiens, dans un commerce complexe entre l'Égypte, la Syrie, l'Anatolie, Chypre, l'Italie et la Catalogne, en 1274, 1277 et 1279. Malgré le blocus décrété par l'Église, Égypte et Syrie importent du bois, du fer et de l'étain. À part cela, on échange en tous sens des céréales, des fibres textiles et des étoffes, des épices et des marchandises diverses. L'étude comporte d'intéressantes indications sur les pratiques financières très différenciées au service d'un commerce principalement de cabotage.

Michel Balard tente d'identifier plus précisément les épices apparaissant dans les pièces d'archives. Il devrait orienter sa recherche vers des textes arabes médiévaux auxquels il pourrait avoir accès car ils ont été publiés et traduits en français; traités de fiscalité et d'agronomie, de magie, de médecine et de pharmacie, calendriers d'agriculteurs ou de marchands et consulter sur cette nomenclature l'érudit Yūsuf Rāḡib (Ragheb).

Reuven Amitai, dans une courte note, précise avec finesse la signification de divers termes arabes, *qāṣid/quṣṣād*, *munāṣiḥ*, *nuṣaḥā'*, *nuṣṣāḥ*, *mukātib*, *'ayn/uyūn*, *ḡāsūs/ḡawāsis*, *arbāb al-aḥbār*, désignant soit les espions mongols, souvent déguisés en *faqīr*, soit les agents de renseignements travaillant pour les Mamlouks, qui les pourchassaient et qui transportaient des dépêches secrètes, *mulaṭṭaf*, tâches pour lesquelles ils recevaient des gages, *ḡawāmik*.

Benjamin Arbel traite du négoce vénitien installé à Acre, en utilisant huit lettres datées de 1471 et 1472. Il en tire surtout une description topographique de la ville d'Acre et restitue

le fonctionnement des diverses institutions administratives, fiscales et commerciales qui y fonctionnaient à cette époque.

D. Abulafia rapporte les étapes de l'entrée en scène, aux XIII^e et XIV^e siècles, dans les échanges orientaux, des petites nations ou cités d'Italie, de France méridionale et de Catalogne, aux côtés des géants commerciaux qu'étaient Venise, Gênes et Pise. Cette dernière, déjà sur son déclin, offrait ses services aux marchands de San Geminiano, Sienne ou Florence. Grâce à cette densification du commerce, des denrées locales comme le miel de Provence s'imposaient au goût des Égyptiens. Aux exportations européennes de produits de consommation, correspondaient des importations venant d'Orient, de "matières premières", coton, alun, utiles aux ateliers locaux.

L'ouvrage dans son ensemble donne une image contrastée et vivante de l'ouverture du monde oriental au commerce avec l'Occident. On aurait aimé un article consacré au problème du circuit des métaux précieux et de la balance financière de ces échanges, problème bien posé par Claude Cahen dans *Orient et Occident du temps des Croisades* et jamais résolu à ma connaissance.

Thierry BIANQUIS

(Université Lumière — Lyon II)

Muḥammad 'Adnān AL-BAḤĪT, *Nāḥiyat Banī Kināna (šamālī l-Urdunn) fī l-qarn al-'āšir al-ḥiğrī / as-sādis 'ašar al-milādī*. 'Ammān, 1989, 207 p., 1 carte et 10 tableaux dans le texte.

— *Daftar mufaššal ḥāṣṣ Amīr Liwā' al-Šām [Tapu Defteri 275] 958 H / 1551-1552*. 'Ammān, 1989. 142 p., 5 tableaux et 4 ill. dans le texte.

— et Nūfān Rağā AL-ḤAMŪD, *Daftar mufaššal nāḥiyat Marğ Banī 'Amīr wa tawābi'ihā wa lawāḥiqihā al-latī kānat fī tašarruf al-Amīr Ṭarāh Bāy, sana 945 H / 1538*. 'Ammān, 1989. 114 p., 1 carte, 5 tableaux, 1 ill. dans le texte.

— *Daftar mufaššal Liwā' al-Lağğūn [Tapu Defteri 181] sana 1005 H / 1596*, 'Ammān, 1989. 143 p., 1 carte, 6 tableaux dans le texte, 7 ill.

Ces publications par l'Université de Jordanie de recensements ottomans du XVI^e siècle portent sur des régions essentiellement rurales de la Jordanie actuelle. Elles sont dues à l'initiative de M. Baḥīt, historien et vice-président de cette Université, qui connaît bien ce type d'archives sur lesquelles il travaille depuis de nombreuses années. Les documents en osmanli sont donnés en fac-similé, ce qui permet de se rendre compte que leur lecture n'est pas aisée et que l'identification des toponymes, notamment dans la "transcription" des scribes, est difficile et nécessite une bonne connaissance de la géographie locale. Les traductions du ou des textes sont proposées généralement en regard de l'original, des cartes localisent les toponymes identifiés, et les données brutes des documents (nombre de foyers, impôts sur les productions agricoles, revenus des waqfs) sont reprises dans des tableaux, ce qui